

Index AI : PRE01/645/2013
12 December 2013

Turkménistan. La répression s'abat sur le pays à l'approche des élections

Les autorités turkmènes se sont contentées d'une adhésion de pure forme aux réformes dans le but d'apaiser la communauté internationale, a déclaré Amnesty International à la veille des élections parlementaires du 15 décembre.

« À l'aune de la répression totale, de la privation des droits de la personne humaine et de la peur gangrénant l'ensemble de la société turkmène depuis des années, ces élections n'ont pas de sens et tout semblant de progrès ne peut que s'avérer trompeur », a déploré John Dalhuisen, directeur du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

En 2012, les autorités de ce pays riche en pétrole et en gaz, à la position stratégique, ont fait passer des réformes qui, selon leurs dires, allaient déboucher sur la création d'un deuxième parti politique. Elles prévoyaient également, en théorie, l'émergence de médias indépendants.

« Les récentes réformes se résument à des gestes symboliques destinés à détourner l'attention de la communauté internationale. Les investisseurs étrangers avides ne doivent pas se laisser duper par ces mesures ni s'en servir pour justifier des engagements dénués d'esprit critique, a poursuivi John Dalhuisen.

« Il n'existe toujours pas de véritable parti d'opposition, pas de média indépendant ni d'organisation indépendante de défense des droits humains en mesure de travailler librement dans le pays. »

Dans son rapport intitulé *Turkmenistan: An "Era of Happiness" or more of the same repression?*, Amnesty International dresse un aperçu des violations des droits humains perpétrées dans ce pays fermé et sous étroite surveillance. Il est interdit aux observateurs indépendants de s'y rendre et les informations provenant de l'intérieur sont brutalement censurées. En outre, le climat de peur s'étend bien au-delà des frontières turkmènes.

« Le harcèlement systématique ciblant toute forme d'opposition ou de dissidence, les informations récurrentes faisant état de torture dans les lieux de détention, la privation généralisée des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion se poursuivent avec la même intensité. Les ressources naturelles et la situation géographique stratégique du Turkménistan ne doivent pas aveugler ses partenaires quant à ce qui s'y passe réellement », a estimé John Dalhuisen.

Un climat de peur Selon des sources turkmènes, les gens évitent de se rencontrer en société par peur d'avoir un mot déplacé. En effet, toute personne est censée signaler aux autorités toute critique visant l'État et les sujets politiques ne sont tout simplement pas abordés dans des conversations publiques. Les personnes qui expriment des opinions différentes de celles du gouvernement sont considérées comme des ennemis de l'État.

Le contrôle exercé sur les communications et l'information est quasi total. Les autorités turkmènes auraient investi de fortes sommes dans la surveillance des communications téléphoniques et d'Internet.

Plus de 37 000 personnes – des dissidents, des membres de communautés religieuses et leurs familles – figureraient sur une liste noire et ne seraient pas autorisées à quitter le territoire, même pour recevoir des soins médicaux susceptibles de leur sauver la vie. Amnesty International compte parmi les organisations de défense des droits humains qui n'ont pas le droit d'entrer au Turkménistan.

La torture et l'emprisonnement La torture est largement utilisée au Turkménistan pour extorquer des « aveux » et assurer des condamnations lors de procès iniques. Les méthodes de torture signalées à Amnesty International étaient entre autres le placement d'aiguilles sous les ongles, l'administration de décharges électriques, l'asphyxie, les violences sexuelles systématiques, l'administration forcée de psychotropes, les coups de bâtons, de matraques ou de bouteilles en plastique emplies d'eau, les coups de poing et de pied, la privation de nourriture et d'eau, ou encore l'exposition à un froid glacial. Aucune enquête indépendante efficace n'a été menée sur des allégations de torture.

Les prisonniers purgeant des peines de détention à perpétuité seraient entravés par des chaînes pendant de longues périodes et régulièrement battus. Dans l'une des prisons de haute sécurité du Turkménistan, les cellules auraient été construites avec une hauteur maximale de 1,50 mètre, pour que les détenus ne puissent pas se tenir debout. Toute communication avec les familles est interdite ; les citoyens placés derrière les barreaux « disparaissent » en fait aux yeux du monde extérieur.

Aucune opposition politique La Loi de 2012 sur les partis politiques ne représente pas de véritable danger pour le Parti démocratique au pouvoir. Le nouveau Parti des industriels et des entrepreneurs doit être considéré comme l'allié plutôt que le concurrent du gouvernement. Un portrait du président Gurbangouly Berdimoukhammedov trônait en effet lors du premier meeting de ce parti. En 2012, l'Indice de démocratie de *The Economist* a classé le Turkménistan à la 161e place, ex-aequo avec l'Ouzbékistan, sur un total de 167 pays.

Pas de médias indépendants La nouvelle loi sur les médias de masse n'a pas créé d'espace pour des médias véritablement indépendants. Les rares reporters indépendants qui travaillent encore dans le pays sont régulièrement en butte à des mesures de harcèlement.

Les correspondants de Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) au Turkménistan sont pris pour cibles, harcelés par les services de sécurité et emprisonnés à répétition. La mort en détention de la journaliste de RFE/RL, Ogoulsapar Mouradova, en 2006, n'a fait l'objet d'aucune enquête. Selon ses proches, son corps présentait une blessure au crâne et des marques autour du cou, ainsi que des contusions et des coupures sur les mains. Dans son indice de la liberté de la presse 2013, Reporters sans frontières classe le Turkménistan à la 177e place sur 179 pays.

« Cet aperçu des violations des droits humains au Turkménistan est la partie visible de l'iceberg et la situation qu'il dépeint ne ressemble en rien à l'"ère de la puissance et du bonheur" voulue par le président Gurbangouly Berdimoukhammedov et relayée dans les médias officiels, a conclu John Dalhuisen.

« Il est crucial que la communauté internationale maintienne résolument les libertés civiles et politiques et les violations généralisées des droits humains à l'ordre du jour de ses discussions avec les autorités turkmènes. »